Le Burundi plaide pour la levée des sanctions de l'OIF

@rib News, 16/04/2016 â€“ Source Xinhua Le vice-prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale burundaise Edouard Nduwimana (photo) a indiquÃ© samedi lors de son retour de New York oÃ¹ il a participÃ© Ã l'AssemblÃ©e parlementaire de la Francophonie, qu'il avait plaidÃ© pour la levÃ©e des sanctions de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) Ã l'endroit du Burundi. "Nous avons essayÃ© de plaider pour que cette mesure soit levÃ©e et il nous a Ã©tÃ© promis que lors de l'AssemblÃ©e GÃ©nÃ©rale de la Session de Madagascar au mois de juillet prochain, les prÃ©sidents qui seront prÃ©sents Ã c AssemblÃ©e vont analyser notre requÃªte", a fait savoir M. Nduwimana.

Il s'est dit optimiste d'autant plus qu'"en prenant cette mesure, l'OIF n'a pas tenu compte de l'Ã©volution politique et sÃ©curitaire de notre pays". "Nous avons montrÃ© que la dÃ©cision de l'OIF Ã©tait en dÃ©phasage avec la RÃ©solution 2249 Conseil de SÃ©curitÃ© des Nations Unies et d'autres rapports des autres visites effectuÃ©es au Burundi par le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral des Nations Unies, Ban Ki-Moon, une dÃ©lÃ©gation de l'Union Interparlementaire et une autre des parlementaires de la ConfÃ©rence Internationale sur la RÃ©gion des Grands Lacs", a-t-il indiquÃ©. "Nous avons espoir que probablement lors de la 42Ã¨me Session Ã Madagascar cette mesure pourra Ãªtre rÃ©analysÃ©e", a-t-il affirmÃ©. M. Nduwimana a fait savoi que des mesures de l'OIF de suspendre la coopÃ©ration avec certains pays oÃ¹ l'organisation des Ã©lections n'a pas observÃ© les rÃ¨gles de l'OIF ont Ã©tÃ© levÃ©es, en citant les cas du Burkina Faso, de Madagascar et d'autres. Suites aux Ã©lections du Burundi organisÃ©es en 2015, l'AssemblÃ©e Parlementaire de l'OIF a dÃ©cidÃ© de mettre le Burundi sous une observation au mois de juillet 2015. L'AssemblÃ©e Parlementaire de l'OIF s'est tenue Ã New York du 11 au 13 mars pour analyser la situation qui prÃ©vaut dans l'espace de la Francophonie, analyser les questions en rapport avec le terrorisme et le radicalisme religieux, entendre le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral adjoint des questions de maintien de la paix et Ã©changer sur d'autres questions qui intÃ©ressent la vie politique internationale.